

Le sous-financement des universités

ENJEUX CLEFS

Au cours des années 1990, le gouvernement conservateur a fait des coupures profondes dans l'éducation postsecondaire et a déréglementé les frais de scolarité. Il a également adopté une loi permettant que l'on puisse créer des universités privées en Ontario. Les libéraux n'ont pas réussi à renverser les coupures dans le financement; aujourd'hui, l'Ontario se classe avant-dernier dans le financement provincial de l'éducation postsecondaire.

Les deux partis politiques ont négligé le financement des universités, faisant en sorte que l'administration a privatisé des services, donné du travail en sous-traitance, différé l'entretien et augmenté les frais de scolarité, ainsi que d'autres frais.

- McGuinty a introduit un gel des frais de scolarité et l'a supprimé par la suite, faisant en sorte que les frais de scolarité sont montés en flèche. En Ontario, les frais sont maintenant parmi les plus élevés au pays, rendant de plus en plus difficile, pour les parents qui travaillent et les personnes membres du SCFP, qui sont aussi des étudiantes et des étudiants, de fréquenter l'université.
- Les coupures continues dans le financement signifient que les travailleuses et travailleurs universitaires perdent leur emploi au profit de la privatisation, la sous-traitance et l'attrition.
- L'infrastructure s'effondre dans les campus de la province, entraînant des risques importants pour la santé et la sécurité des travailleuses et travailleurs et des étudiantes et étudiants.
- Il y a davantage de commercialisation et de parrainage corporatif des immeubles, des espaces publics et des départements spécialisés ainsi que des programmes d'études.
- Les frais d'utilisation ou 'accessoires' sont devenus la pierre angulaire de la privatisation compte tenu des frais que les étudiantes et étudiants, ainsi que les travailleuses et travailleurs universitaires, doivent déboursier tels que : stationnement, frais pour le gymnase et les installations récréatives; frais de laboratoire et d'équipement, frais de transcription et de diplômes; cartes d'identité universitaires, entre autres choses.

LES PARTIS – BULLETIN

Les conservateurs

- Ont proposé plus de partenariats avec le secteur privé pour financer les universités.
- N'ont aucun engagement quant à la baisse des frais de scolarité.

Les libéraux

- Refusent de traiter des besoins du financement nécessaire aux universités pour offrir une dotation en personnel permanent et une embauche dans les facultés adéquates et pour s'occuper de l'entretien des immeubles et des besoins en capital.
- Les frais de scolarité sont montés en flèche depuis qu'ils ont manqué à leur promesse et ont supprimé le gel des frais.

Le NPD

- S'engage à réduire les frais de scolarité et à améliorer l'aide aux étudiantes et étudiants.
- Ont demandé une augmentation du financement pour voir à ce que les universités de l'Ontario aient les fonds nécessaires.
- S'engage à supprimer les plans pour des universités privées.

LA POSITION DU SCFP-ONTARIO...

Notre choix : Seul le NPD verra à la réduction des frais de scolarité et à ce que les universités de l'Ontario aient les fonds nécessaires pour demeurer publiques.